

Rechercher

Se connecter

S'abonner

POLITIQUE SOCIÉTÉ FAITS DIVERS MONDE ÉCONOMIE BOURSE IMMOBILIERE ART CULTURE HISTOIRE FORUM VA VIVRE



Journal



Boutique



Inscription à la newsletter

Publicité

Powered by

Accueil » Économie » Folie normative : avec 51 432 394 mots, le droit français bat un nouveau triste record

ÉCONOMIE

Abonnez-vous en numérique dès 1€/mois les 2 premiers mois !

Benefitez des contenus du site et de la version numérique du magazine en avant-première





SIPA\_01187943\_000001 (1)

## Folie normative : avec 51 432 394 mots, le droit français bat un nouveau triste record

**Le droit français a franchi le seuil symbolique des 51 millions de mots au 25 mai. Malgré les appels au bon sens, l'État continue de légiférer et parfois contre lui-même. Il y a urgence à agir.**

Par Marie de Greef-Madelin

Publié le 1 juin 2026 à 17h21

Partager cet article sur     

Selon le baromètre Vigienormes.fr publié par [Contribuables et Associés](#), le volume du droit français, qui compte 77 codes législatifs, a atteint au 25 mai 2026 le nombre de 51 432 394 mots. Ce triste record s'ajoute aux chiffres, déjà vertigineux, communiqués par le secrétariat général du gouvernement au titre de 2025: 33 815 textes ont été publiés au *Journal officiel* l'an dernier et 62 lois ont été promulguées, contre 39 en 2024. Ce cru exceptionnel depuis 2010 -hors législation Covid- s'est traduit par une augmentation de plus d'un million de mots au droit français, soit dix fois le nombre de mots que contient *le Grand Robert*.

Publicité

Abonnez-vous en numérique dès 1€/mois les 2 premiers mois !

Benefitez des contenus du site et de la version numérique du magazine en avant-première



Au cours des derniers mois, la fragmentation politique de l'Assemblée nationale n'a pas ralenti le législateur. Au contraire : l'an dernier, 80% des lois adoptées étaient d'initiative parlementaire, qui ne nécessite ni étude d'impact, ni examen préalable du Conseil d'État, contrairement aux textes d'origine gouvernementale. La quantité progresse, le contrôle recule.

## La France "droguée" à la norme pour protéger ceux qui en vivent

Christophe Eoche-Duval, haut fonctionnaire et auteur de *'Inflation normative, quand la France crève de trop de lois'* (Plon), explique clairement pourquoi la France est « droguée à la norme » : « Parce qu'il existe une forme de clientélisme sur lequel jouent les hommes politiques. D'un côté, ils dénoncent l'excès de normes pour plaire à une fraction de l'électorat sensible à ce discours, mais de l'autre, ils protègent ceux de l'administration qui vivent des normes. » La norme comme posture. La simplification comme promesse électorale jamais tenue parce que jamais vraiment voulue.

Publicité



Publicité

Pour votre santé, évitez de manger trop gras, trop sucré, trop salé. <http://www.mangerbouger.fr>

**Donnez un bon goût sucré à vos boissons chaudes, sans toutes les calories !**

Au rayon sucre

Inspired by  invibes

Powered by

L'expert va plus loin : il superpose les trois grandes courbes de la France contemporaine — endettement public, prélèvements obligatoires, inflation normative — et constate qu'elles sont non seulement parallèles, mais causalement liées. « *Les trois courbes sont parfaitement symétriques. Vous prenez la courbe de l'endettement, vous prenez celle des prélèvements obligatoires et celle du décollage des normes. Les trois ont à peu près les mêmes racines : le septennat de François Mitterrand. À partir de ce moment-là, ça s'emballe, de manière symétrique, et pour des raisons qui se nourrissent l'une l'autre.* »

La démonstration est simple : vouloir transformer la société par les normes engendre des charges administratives pour les mettre en œuvre, des postes de fonctionnaires pour surveiller leur application, des coûts d'exploitation pour les entreprises contraintes de s'y conformer. Ces coûts pèsent sur les prix de revient, génèrent des besoins de financement, alimentent la fiscalité et les prélèvements obligatoires — lesquels, à leur tour, nécessitent un endettement croissant. La machine tourne en circuit fermé.

## Faire pression sur les élus

Le haut fonctionnaire appelle à une prise de conscience de l'opinion publique, condition *sine qua non* pour exercer une pression sur les élus. « *Le chantier est énorme. Nous sommes en 2026, et si on baisse de 25% le volume des normes — ce qui serait déjà un effort considérable —, on ne fera que revenir au niveau de 2013.* » Et de proposer une thérapie de choc, articulée autour d'une conviction : sans volonté politique forte, légitimée démocratiquement, rien ne se fera.

Recevez-vous en numérique dès 1€/mois les 2 premiers mois !

Benefitez des contenus du site et de la version numérique du magazine en avant-première

Powered by

« *Ce qui manque, c'est le courage politique* », insiste Christophe Eoche-Duval. À la veille de la campagne présidentielle de 2027, certains responsables politiques semblent sincères — Guillaume Kasbarian et David Lisnard sont porteurs d'une prise de conscience authentique. Le maire de Cannes appelle à ce que le temps de la production automatique des normes soit terminé. « *C'est fini la fête de la norme* », a-t-il déclaré lors de la présentation de son plan « *En finir avec la bureaucratie* » dans lequel il demande la suppression de la moitié des 1 200 agences et opérateurs dont le coût et la redondance ne se justifient pas.

« *Il faut une loi de programmation quinquennale, adoptée par référendum dès le lendemain de l'élection présidentielle, très simple dans son objet: décider que, sur cinq ans, la France se donne comme objectif de baisser de x% la dette, x% le taux de prélèvements obligatoires et x% le volume des normes. Les trois étant liés, les trois devant être traités ensemble.* »

---

## A LIRE Alain Madelin déclare la guerre aux normes

---

Cette proposition — lier contractuellement la désinflation normative à la désinflation fiscale et à la réduction de la dette — est radicale parce qu'elle rompt avec la logique sectorielle dans laquelle se perdent tous les gouvernements. On ne simplifie pas le droit de l'urbanisme d'un côté pendant qu'on enrichit le droit du travail de l'autre. On fixe un objectif global, mesurable, et on est jugé sur les résultats.

Il y a aussi un prérequis institutionnel: « *Il faut un ministre de la Simplification qui soit au minimum numéro trois du prochain gouvernement* », dit Christophe Eoche-Duval.

Et une exigence transversale, les études d'impact doivent être généralisées. Pour toute norme nouvelle, qu'elle vienne du gouvernement ou du Parlement, évaluer systématiquement le coût réel avant le vote. Ce que font nos voisins allemands, néerlandais, britanniques. Mais que la France normative n'a jamais su faire.

---

Recevez-vous en numérique dès 1€/mois les 2 premiers mois !

Abonnez-vous pour accéder aux contenus du site et de la version numérique du magazine en avant-première



Lire les commentaires (2)

CES ARTICLES POURRAIENT AUSSI VOUS INTÉRESSER

-  **1** [Présidentielle 2027 : record de popularité pour Jordan Bardella, selon un sondage](#)
-  **2** ["Nous ne reculons jamais au combat !" : les confidences opérationnelles du patron des commandos parachutistes, le commandant Benoît Valadier](#)
-  **3** [SBF120 : Dassault Aviation reçoit le feu vert de l'Inde pour le Rafale](#)

Rejoignez  
**LE CLUB** 

Abonnez-vous en numérique dès 1€/mois les 2 premiers mois !  
Benefitez des contenus du site et de la version numérique du magazine en avant-première





Je m'abonne

Publicité

Powered by

Vous devez être inscrit pour réagir : déjà inscrit ? [Connectez-vous](#) | nouveau ? [Créez-vous un compte](#)

## 2 commentaires

serge3

Publié le 02.06.2026 à 11h27

Abonnez-vous en numérique dès 1€/mois les 2 premiers mois !

Benefitez des contenus du site et de la version numérique du magazine en avant-première



pierr3

Publié le 01.06.2026 à 20h46

Tout à fait d'accord avec l'analyse et les propositions. Je serais même encore plus radical: il faut aussi destituer l'essentiel des faiseurs de normes, c-à-d ceux qui sont en situation d'encourager pour diverses raisons les boucliers qui les protègent d'une vision critique dans l'exercice de leur fonction. Pour cela, il faut une réformer radicale du pouvoir normatif!!!

## LA BOUTIQUE

**VALEURS**  
ACTUELLES



Valeurs actuelles Hors Série :  
Sa Majesté La France

11.90 €

[Voir le produit](#)



Valeurs actuelles Hors Série  
version numérique : Quand  
l'Algérie était française

9.99 €

[Voir le produit](#)



Valeurs actuelles Hors Série  
Collection : Brigitte Bardot

5.90 €

[Voir le produit](#)

## RUBRIQUES

ART DE VIVRE

AS

BOURSE

CULTURE

ÉCONOMIE

FAITS DIVERS

FORUM VA

HISTOIRE

IMMOBILIER

MONDE

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

Recevez-vous en numérique dès 1€/mois les 2 premiers mois !

Benefitez des contenus du site et de la version numérique du magazine en avant-première



[PUBLICITÉ](#)

[CONTACTEZ-NOUS](#)

[MENTIONS LÉGALES](#)

[COOKIES](#)

[CGU](#)

[PLAN DU SITE](#)

[INSCRIVEZ-VOUS À NOTRE NEWSLETTER](#)

[ARTICLES PARTENAIRES](#)

[RSS](#)



Valeurs actuelles adhère au code de bonne conduite de l'association Fideo, ayant pour but de favoriser la transparence financière ([www.fideo-france.org](http://www.fideo-france.org))

Suivez-nous



**Abonnez-vous en numérique dès 1€/mois les 2 premiers mois !**

Benefitez des contenus du site et de la version numérique du magazine en avant-première

